

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 1486 (2006 — 971)

[C — 2006/27055]

**22 DECEMBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 1^{er} avril 2004
relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle. — Addendum**

L'annexe qui figure ci-dessous doit être jointe à l'arrêté susmentionné, publié dans le *Moniteur belge* du 10 mars 2006, à la page 14588.

ANNEXE

Contrat crédit insertion

Le présent contrat est conclu en vue d'accéder au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle organisé par le décret du 1^{er} avril 2004.

Ce décret définit les rôles et obligations du FOREm, des opérateurs de formation et d'insertion et des entreprises en vue de permettre aux demandeurs d'emploi d'accéder à un emploi durable et de qualité.

Entre :

Le bénéficiaire

Nom, Prénom

Adresse

N° de téléphone

N° de RN

N° de dossier

et

L'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, Organisme d'Intérêt public, dont le siège est fixé à 6000 Charleroi, boulevard Joseph Tirou 104, représenté par Madame, Monsieur

Conseiller particulier auprès du FOREm Conseil de

Téléphone, adresse e-mail :

Il est convenu ce qui suit :

Objet du contrat

Article 1^{er}. Le contrat définit les droits et obligations des parties et les modalités de la réalisation du suivi et du soutien à l'insertion socioprofessionnelle.

Le programme d'actions individualisé

Art. 2. Pour atteindre l'objectif d'insertion professionnelle, les parties conviennent des actions à entreprendre sur la base des résultats du bilan professionnel et personnel établi préalablement.

Le programme d'actions individualisé est signé par les parties.

Les conclusions du bilan et le programme d'actions sont annexés au présent contrat et en font partie intégrante.

Le programme d'actions individualisé peut être adapté et renégocié pendant toute la durée du contrat notamment en fonction du résultat des actions entreprises par le bénéficiaire.

Chaque adaptation du programme d'actions individualisé est datée et signée par les parties.

Les droits et obligations des parties

Art. 3. § 1^{er}. Le FOREm s'engage vis-à-vis du bénéficiaire à :

1° lui garantir un accompagnement individualisé par un conseiller particulier pendant toute la durée du contrat;

2° mettre en œuvre toute action permettant de faciliter son insertion sur le marché de l'emploi;

3° lui octroyer les primes et avantages définis à l'article 6 du présent contrat;

4° l'informer de ses droits et devoirs inhérents aux différentes actions prévues;

5° mettre à sa disposition, notamment au travers des instances d'accueil, d'information et de suivi, toute information utile sur les offres de services, de formation et d'insertion des opérateurs ainsi que sur les offres d'emploi visant à faciliter son intégration professionnelle;

6° lui proposer des offres d'emploi en rapport avec ses compétences;

7° favoriser l'accès aux formations professionnelles et aux actions d'insertion socioprofessionnelle organisées par les opérateurs du dispositif.

§ 2. Le bénéficiaire s'engage vis-à-vis du FOREm à :

1° réaliser le programme d'actions;

2° respecter les règles inhérentes aux diverses actions développées;

3° être présent lors des démarches actives et participatives prévues dans le programme d'actions et notamment lors des rencontres périodiques avec son conseiller particulier;

4° prévenir et justifier toute absence aux actions prévues au programme;

5° communiquer à son conseiller particulier toute modification de sa situation qui pourrait entraîner une modification du programme d'actions.

Le suivi du parcours

Art. 4. Le conseiller particulier réserve au bénéficiaire des entretiens individuels de soutien et de conseil en matière notamment :

- d'accès à l'information complète et pertinente sur l'offre de formation/insertion disponible sur le territoire;
- d'adaptation du programme d'action individualisé;
- d'insertion sur le marché de l'emploi.

Le conseiller et le bénéficiaire conviennent du rythme et des modalités d'organisation des entretiens nécessaires. Ceux-ci font partie intégrante du programme d'actions personnalisés.

Toutefois, un entretien d'accompagnement est obligatoire dans les cas suivants :

1° à la signature du contrat crédit insertion;

2° en cas d'abandon d'une action ou de rupture d'un contrat de formation/insertion;

3° à la demande expresse et motivée du bénéficiaire ou de l'opérateur;

4° en cas de remise en question par le conseiller particulier d'une action qu'il estime inadéquate pour favoriser l'insertion socioprofessionnelle du bénéficiaire;

5° en cas de délai de plus de deux mois entre deux actions;

6° en cas d'interruption du programme d'actions de plus d'un mois.

En cas d'indisponibilité durable du conseiller particulier signataire du présent contrat, le FOREm pourvoit à son remplacement et les coordonnées du nouveau conseiller sont communiquées au bénéficiaire et, le cas échéant, à l'opérateur.

L'accès au dossier

Art. 5. Les informations relatives aux démarches, actions et compétences reconnues au cours du suivi font partie du dossier du bénéficiaire auquel il a un accès permanent.

Les primes et avantages

Art. 6. Le bénéficiaire qui suit une formation professionnelle chez un des opérateurs a droit aux primes et indemnités prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle.

Dans les conditions prévues par cet arrêté, le bénéficiaire reçoit notamment un euro par heure de formation effectivement suivie, une indemnité pour frais de déplacement et, s'il y a lieu, une intervention dans les frais de crèche ou de garderie.

Ces primes et indemnités sont versées par le FOREm, sous réserve de l'application d'autres modalités prévues dans les conventions de partenariat conclues avec les opérateurs, ou de toute autre modalité prévue dans les réglementations propres à chaque opérateur, qui seraient plus favorables au bénéficiaire.

Durée du contrat

Art. 7. Le contrat crédit insertion est établi pour la durée nécessaire au bénéficiaire pour trouver un emploi et se stabiliser dans cet emploi. Toutefois, cette période ne peut excéder 2 ans en ce compris 6 mois d'accompagnement dans l'emploi trouvé.

Le contrat prend cours le

Rupture et suspension du contrat

Art. 8. Le contrat crédit insertion prend fin :

- dès que le bénéficiaire est occupé dans l'emploi depuis plus de six mois;
- à l'échéance de deux ans à dater de sa prise de cours;

En outre il peut être mis fin unilatéralement au contrat dans un des cas suivants :

- si, malgré plusieurs sollicitations, le bénéficiaire ne participe ni aux entretiens individuels avec son conseiller ni aux actions auxquelles il s'est engagé dans le cadre du programme d'actions individualisé;
- en cas de refus du bénéficiaire d'entamer toute action;
- en cas de fautes graves commises à deux reprises dans le cadre des actions menées chez les opérateurs.

La rupture du présent contrat fera l'objet d'un écrit.

En cas d'incapacité de plus de 1 mois, consécutive à une maladie ou à un accident, et justifiée par un certificat médical, le contrat sera suspendu et prolongé d'une durée équivalente.

Les données personnelles

Art. 9. La centralisation de l'ensemble des données relatives au bénéficiaire par le FOREm ainsi que tout transfert de données issues de l'exécution du présent contrat sont effectués dans le respect des dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée, et aux seules fins de la mise en œuvre du dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle, sous réserve des obligations imposées par d'autres dispositions légales et réglementaires.

Le bénéficiaire autorise le transfert des données qui le concernent, dans les domaines dont la liste figure en annexe du contrat et en fait partie intégrante, entre les opérateurs et le FOREm et entre les différents opérateurs amenés à intervenir durant son parcours au sein du dispositif.

Le bénéficiaire a le droit d'accéder aux données qui le concernent et de les faire rectifier.

Chaque signataire en reçoit un exemplaire.

Signé le

Le/la bénéficiaire

L'Administrateur général par délégation

Monsieur/Madame Conseiller

Annexes

Annexe 1^{re} : Les conclusions du bilan personnel et professionnel et le programme d'action individualisé.

Annexe 2 : Les domaines visés par le transfert de données relatives au bénéficiaire.

Annexe 2

Domaines visés par le transfert de données relatives au bénéficiaire :

1. Domaine relatif au transfert de données du FOREm vers les opérateurs :

- Signalétique
- Contacts
- Etudes
- Formations
- Expériences professionnelles

2. Domaine relatif au transfert de données entre le FOREm et les opérateurs :

- Projet d'insertion socioprofessionnelle
- Action à laquelle le bénéficiaire souhaite s'inscrire
- Conclusions du bilan personnel et professionnel

3. Domaine relatif au transfert de données entre les opérateurs ou des opérateurs vers le FOREm :

- La date de début et de fin de l'action
- Les demandes de réorientation du projet
- Les compétences ayant fait l'objet d'une évaluation ou d'une validation
- La définition de l'étape suivante envisagée par le bénéficiaire et sa demande éventuelle
- La filière ou passerelle établie
- La raison de l'abandon

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2005 portant exécution du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle.
Namur, le 22 décembre 2005.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,
J.-C. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 1486 (2006 — 971)

[C — 2006/27055]

22 DECEMBER 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling. — Addendum

Onderstaande bijlage dient gevoegd te worden bij bovenvermeld besluit, dat in het *Belgisch Staatsblad* van 10 maart 2006, op bladzijde 14588, werd bekendgemaakt.

BIJLAGE

Inschakelingskredietcontract

Dit contract wordt afgesloten om toegang te krijgen tot de bij het decreet van 1 april 2004 georganiseerde geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling.

Dat decreet bepaalt de rol en plichten van de "FOREm", de vormings- en inschakelingsoperatoren en de bedrijven opdat werkzoekenden een duurzame en kwaliteitsvolle baan zouden kunnen vinden.

Tussen :

De rechthebbende
 Naam, Voornaam
 Adres
 Telefoonnr.
 Nr. NR
 Dossiernr.

en

De "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), instelling van openbaar nut, waarvan de zetel gevestigd is te 6000 Charleroi, boulevard Joseph Tirou, 104, vertegenwoordigd door Mevrouw, de heer bijzondere adviseur bij de "FOREm Conseil" van

Telefoon, e-mail adres :

Wordt overeengekomen wat volgt :

Voorwerp van het contract

Artikel 1. Het contract bepaalt de rechten en plichten van de partijen en de modaliteiten voor de uitvoering van de opvolging en de steun aan de socio-professionele inschakeling.

Het geïndividualiseerde actieprogramma

Art. 2. Om de doelstelling inzake professionele inschakeling te bereiken, worden de partijen het eens over de acties die op grond van de resultaten van de vooraf opgemaakte persoonlijke beroepsbalans ondernomen moeten worden.

Het geïndividualiseerde actieprogramma wordt door de partijen ondertekend.

De conclusies van de balans en het actieprogramma worden gevoegd bij dit contract en maken er noodzakelijk deel van uit.

Het geïndividualiseerde actieprogramma kan tijdens de duur van het contract bijgesteld en opnieuw besproken worden, met name op grond van het resultaat van de acties ondernomen door de rechthebbende.

Elke bijsturing van het geïndividualiseerde actieprogramma wordt gedateerd en getekend door de partijen.

Rechten en plichten van de partijen

Art. 3. § 1. De "FOREm" verbindt zich jegens de rechthebbende ertoe :

1. hem tijdens de hele duur van het contract een geïndividualiseerde begeleiding door een bijzondere adviseur te waarborgen;

2. elke maatregel uit te voeren die zijn inschakeling op de arbeidsmarkt kan vergemakkelijken;

3. hem de in artikel 6 van dit contract bedoelde premies en voordelen toe te kennen;

4. hem kennis te geven van zijn rechten en plichten die inherent zijn aan de verschillende acties waarin voorzien wordt;

5. hem, met name via de instanties die instaan voor onthaal, informatie en opvolging, alle nuttige informatie te verstrekken i.v.m. de aanbiedingen van de operatoren inzake diensten, vorming en inschakeling, alsook i.v.m. de vacatures die de vereenvoudiging van zijn professionele inschakeling beogen;

6. hem vacatures aan te bieden i.v.m. zijn vaardigheden;

7. de toegang te bevorderen tot de beroepsopleidingen en de socio-professionele inschakelingsacties die door de operatoren van het stelsel georganiseerd worden.

§ 2. De rechthebbende verbindt zich jegens de "FOREm" ertoe :

1. het actieprogramma uit te voeren;
2. de regels na te leven die inherent zijn aan de diverse ontwikkelde acties;
3. deel te nemen aan de actieve en deelnemende stappen waarin het actieprogramma voorziet en o.a. aan de periodieke ontmoetingen met zijn privé-adviseur;
4. elke afwezigheid op de acties waarin het programma voorziet te melden en te rechtvaardigen;
5. zijn privé-adviseur kennis te geven van elke wijziging van zijn toestand waardoor het actieprogramma wijzigingen ondergaat.

Opvolging van het traject

Art. 4. De privé-adviseur voert met de rechthebbende individuele steun- en adviesgesprekken, met name inzake :

- de toegang tot volledige en pertinente informatie i.v.m. het aanbod aan vorming/inschakeling op het grondgebied;
- de bijsturing van het geïndividualiseerde actieprogramma;
- de inschakeling op de arbeidsmarkt.

De adviseur en de rechthebbende worden het eens over de frequentie en de modaliteiten van de organisatie van de noodzakelijke gesprekken. Deze gesprekken maken noodzakelijk deel uit van het geïndividualiseerde actieprogramma.

Een begeleidingsgesprek is echter verplicht in de volgende gevallen :

1. bij de ondertekening van het inschakelingskredietcontract;
2. als de rechthebbende of de operator beslist af te zien van een inschakelingskredietcontract;
3. op uitdrukkelijk en gemotiveerd verzoek van de rechthebbende of de operator;
4. ingeval de privé-adviseur een actie in vraag stelt die hij niet geschikt vindt om de socio-professionele inschakeling van de rechthebbende te bevorderen;
5. ingeval van meer dan twee maanden uitstel tussen twee acties;
6. als een actieprogramma langer dan één maand onderbroken wordt.

Bij langdurige onbeschikbaarheid van de privé-adviseur die dit contract ondertekend heeft, voorziet de "FOREm" in zijn vervanging en worden de adresgegevens van de nieuwe adviseur aan de rechthebbende en, in voorkomend geval aan de operator meegedeeld.

Toegang tot het dossier

Art. 5. De informatie i.v.m. de stappen, acties en vaardigheden die tijdens de opvolging erkend worden, maakt deel uit van het dossier van de rechthebbende, dat voortdurend te zijner inzage ligt.

Premies en voordelen

Art. 6. De rechthebbende die een beroepsopleiding volgt bij één van de operatoren heeft recht op de premies en voordelen bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende het toekennen van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen.

De rechthebbende krijgt onder de voorwaarden waarin dit besluit voorziet met name één euro per werkelijk gevolgd opleidingsuur, een verplaatsingskostenvergoeding en, indien nodig, een tegemoetkoming in de kosten voor kinderverblijf of -opvang.

Deze premies en vergoedingen worden door de "FOREm" gestort, onverminderd de toepassing van andere modaliteiten die vastliggen in de partnerschapsovereenkomsten gesloten tussen de operatoren of van elke andere modaliteit die vastligt in de regelgevingen eigen aan elke operator en die voordeliger zouden zijn voor de rechthebbende.

Duur van het contract

Art. 7. Het inschakelingskredietcontract is opgesteld voor een periode die de rechthebbende nodig heeft om een baan te vinden en om er zich in te stabiliseren. Deze periode mag evenwel hoogstens 2 jaar duren, met inbegrip van 6 maanden begeleiding in de nieuwe baan.

Het contract gaat in op

Ontbinding en opschorting van het contract

Art. 8. Het inschakelingskredietcontract eindigt :

- zodra de rechthebbende sinds meer dan zes maanden in de betrekking tewerkgesteld is;
- na twee jaar, te rekenen vanaf de datum waarop het is ingegaan.

Het contract kan bovendien eenzijdig opgezegd worden om één van de volgende redenen :

- indien de rechthebbende, ondanks meerdere verzoeken, niet deelneemt aan de individuele gesprekken met zijn adviseur, noch aan de acties waartoe hij zich verbonden heeft in het kader van het geïndividualiseerde actieprogramma;
- indien de rechthebbende weigert welke actie ook te ondernemen;
- indien twee keer een ernstige fout wordt begaan in het kader van de acties ondernomen bij de operatoren.

De ontbinding van dit contract wordt schriftelijk opgesteld.

In geval van een door een medisch getuigschrift gestaafe werkonbekwaamheid van meer dan 1 maand wegens ziekte of ongeval, wordt het contract opgeschort en verlengd voor dezelfde duur.

Persoonlijke gegevens

Art. 9. De centralisatie door de "FOREm" van de gezamenlijke gegevens betreffende de rechthebbende, alsook elke overdracht van gegevens uit de uitvoering van deze overeenkomst worden verricht met inachtneming van de bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer en, met als enige doelstelling, de tenuitvoerlegging en de evaluatie van het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling, onder voorbehoud van de verplichtingen opgelegd bij andere wettelijke en reglementaire bepalingen.

De rechthebbende stemt ermee in dat de gegevens die hem betreffen in de domeinen waarvan de lijst als bijlage gaat bij het contract waarvan ze noodzakelijk deel uitmaakt, overgedragen worden tussen de operatoren en de "FOREm" en tussen de verschillende operatoren die ertoe gebracht worden tussen te komen in de loop van zijn traject binnen het stelsel.

De rechthebbende heeft recht van inzage in de gegevens die hem betreffen en mag ze laten bijsturen.

Elke ondertekenaar ontvangt een exemplaar.

Ondertekend op

De rechthebbende

De Administrateur-generaal bij delegatie

De heer/ Mevrouw Adviseur

Bijlagen

Bijlage 1. Conclusies van de persoonlijke beroepsbalans en van het geïndividualiseerde actieprogramma.

Bijlage 2. Domeinen betrokken bij de overdracht van gegevens betreffende de rechthebbende.

Bijlage 2

Domeinen betrokken bij de overdracht van gegevens betreffende de rechthebbende.

1. Domein betreffende de overdracht van gegevens van de "FOREm" naar de operatoren :

- Herkenningsteken
- Contacten
- Studies
- Opleidingen
- Beroepservaringen

2. Domein betreffende de overdracht van gegevens tussen de "FOREm" en de operatoren :

- Project inzake socio-professionele inschakeling
- Actie waarvoor de rechthebbende zich wenst in te schrijven
- Conclusies van de persoonlijke beroepsbalans

3. Domein betreffende de overdracht van gegevens tussen de operatoren of van de operatoren naar de "FOREm" :

- Begin- en einddatum van de actie
- Verzoeken tot heroriëntatie van het project
- Vaardigheden die het voorwerp van een evaluatie of een validatie hebben uitgemaakt
- De bepaling van de volgende stap overwogen door de rechthebbende en zijn eventueel verzoek
- Vastgelegde overstap- en opleidingsmogelijkheid
- Reden om van de actie af te zien

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2005 tot uitvoering van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling.

Namen, 22 december 2005.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

MINISTÈRE WALLON DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2006 — 1487

[2006/201258]

1^{er} AVRIL 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant les modifications aux statuts de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures, modifié par les décrets du 8 février 1996, du 2 février 1999, du 27 novembre 2003 et du 23 février 2006;

Vu les statuts de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures et ses modifications apportées par les arrêtés du Gouvernement wallon du 16 mars 1996, 4 mars 1999 et 17 juin 2004;

Vu l'article 43 du décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon;

Considérant que, le 24 février 2005, le conseil d'administration a proposé des modifications statutaires;

Considérant que, le 31 mars 2006, l'assemblée générale de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures a décidé de modifier les statuts de cette société;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 mars 2006;